

Abolition du PEQ : assurer une transition sans fragiliser l'économie

Mensuel économique de février 2026

Le commentaire de notre économiste Miguel

Le débat entourant l'abolition du Programme de l'expérience québécoise (PEQ) intervient à un moment charnière pour l'économie du Québec. Après plusieurs trimestres de fortes pressions, l'inflation poursuit sa décélération, offrant un certain répit aux ménages et aux entreprises. Cette normalisation demeure toutefois sensible à l'évolution du marché du travail.

Dans ce contexte, la cohérence des politiques publiques prend une importance accrue. Le Québec fait face à un vieillissement démographique marqué et à des pénuries persistantes de main-d'œuvre. La prévisibilité des règles d'immigration économique constitue donc un levier stratégique pour maintenir la stabilité et soutenir la croissance. Les sondages indiquent qu'une forte majorité de Québécois estiment que les immigrants déjà établis et en emploi devraient pouvoir demeurer au Québec. Au-delà du débat politique, l'enjeu est économique : fragiliser la rétention de travailleurs intégrés risque d'accentuer les contraintes d'offre au moment même où la désinflation dépend d'un meilleur équilibre entre l'offre et la demande, notamment sur le marché du travail.



Miguel Ouellette

Directeur principal et économiste
miguel.ouellette@mallette.ca

Actualité économique

Révisions de l'immigration et enjeux de main-d'œuvre : assurer une transition sans fragiliser l'économie

Abolition du PEQ et immigration : revue des perspectives démographiques

Le 19 novembre 2025, le gouvernement du Québec a aboli le PEQ, destiné à offrir une voie accélérée permettant aux diplômés d'établissements québécois ainsi qu'aux travailleurs étrangers temporaires, déjà intégrés au Québec, d'obtenir plus rapidement le Certificat de sélection du Québec, préalable essentiel au dépôt d'une demande de résidence permanente.

Conjointement à cette décision, la révision à la baisse des cibles d'immigration permanente, qui seront réduites de 60 000 à 45 000 admissions annuelles d'ici 2029, ainsi que le resserrement des conditions d'admission de l'immigration temporaire soulèvent des questionnements quant aux perspectives démographiques du Québec.

Selon les plus récentes projections, **cette diminution des seuils entraînerait un ralentissement marqué de la croissance démographique du Québec d'ici 2051,**

passant de 8,9 % avant la révision à 0,9 % après cette dernière.

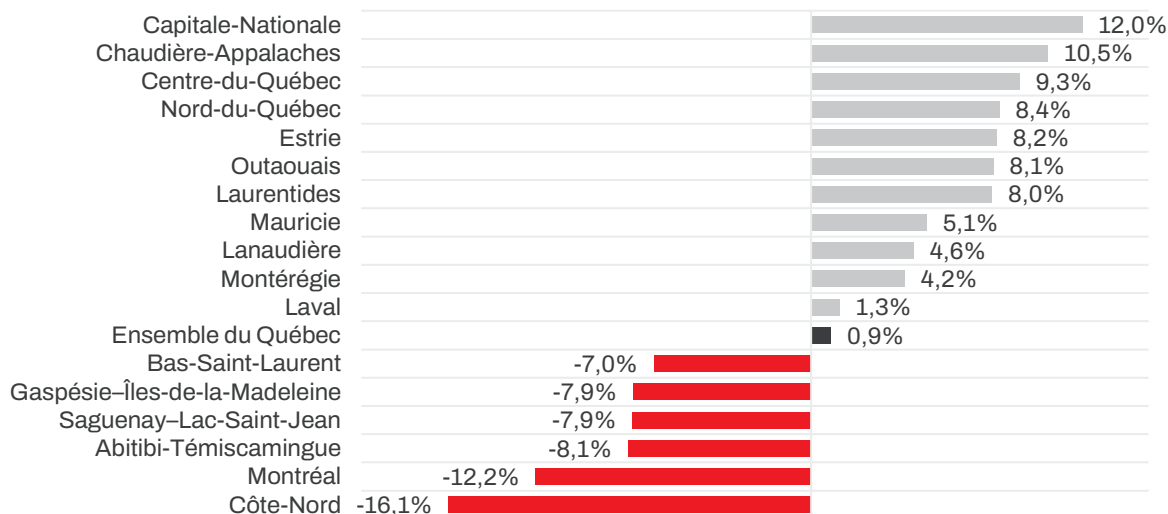
Ce nouveau scénario de projections révèle des dynamiques régionales contrastées :

- À l'exception du Nord-du-Québec, l'ensemble des régions éloignées afficherait des reculs significatifs, la Côte-Nord demeurant la plus touchée
- Montréal figurerait également parmi les territoires susceptibles de connaître un recul démographique notable
- Bien que certaines régions pourraient encore enregistrer une croissance positive, celle-ci resterait limitée à l'échelle de l'horizon projeté

De plus, **12 des 17 régions du Québec, ayant un accroissement naturel de la population sous la barre des zéros, dépendent désormais davantage des flux migratoires pour soutenir leur croissance démographique et leur vitalité économique.**

Taux de croissance projeté de la population par région administrative d'ici 2051

Scénario de référence 2025, 2025 à 2051



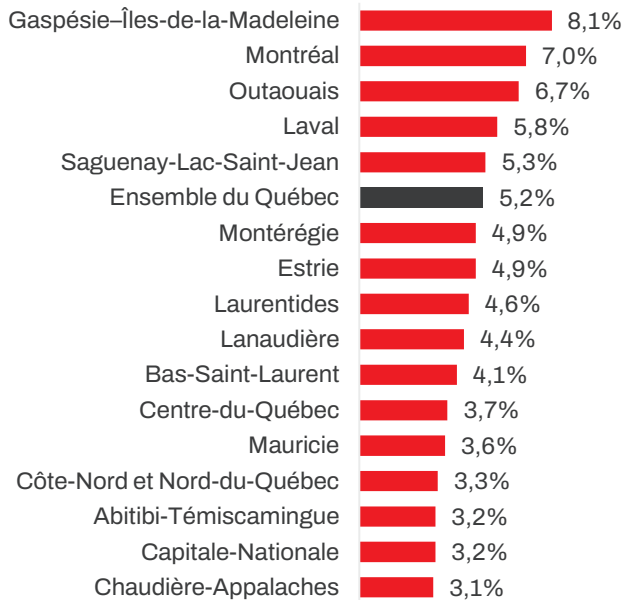
Considérer une clause de droits acquis pour offrir une phase de transition

Dans un contexte où l'immigration joue un rôle central dans l'activité économique et dans les perspectives démographiques du Québec, et alors que plusieurs régions font toujours face à un marché du travail en pénurie de main-d'œuvre en affichant un taux de chômage sous les 5 %, **la mise en place de mesures transitoires, par exemple une clause de droits acquis, apparaît pertinente et nécessaire.**

En effet, l'ajout d'une clause de droits acquis permettrait aux personnes déjà établies au Québec de poursuivre leurs démarches d'immigration selon les règles en vigueur au moment où elles les ont entamées. Cette dernière offrirait ainsi une période de transition ordonnée pour les personnes déjà établies et intégrées, une option d'ailleurs réclamée par les acteurs économiques. **Elle contribuerait aussi à stabiliser les démarches d'immigration déjà entamées, à éviter des départs non souhaités et à préserver un capital humain déjà productif, en plus de soutenir les entreprises** afin de préserver leur expertise interne, assurer la continuité de leurs opérations et limiter leurs coûts liés au remplacement de travailleurs.

Taux de chômage par région

Janvier 2026



Alors que les décisions récentes en matière d'immigration créent des incertitudes démographiques, elles entraînent aussi des effets économiques immédiats pour les personnes touchées et les entreprises. En ce sens, **une clause de droits acquis offrirait une transition essentielle** : protéger le capital humain déjà enraciné, sécuriser les milieux de travail, et donner au gouvernement le temps d'ajuster progressivement les seuils aux besoins économiques et aux capacités d'accueil régionales.

Le commentaire de notre économiste Alexandra

L'incertitude entourant les récentes révisions en immigration et l'abolition du PEQ risque d'affaiblir l'intérêt pour le Québec. Pour de nombreux étudiants, travailleurs et familles, l'imprévisibilité réglementaire réduit l'attractivité de la province. Ce climat alimente un recul de confiance déjà exprimé par des acteurs économiques et municipaux, risquant de rediriger des talents essentiels et spécialisés vers des destinations plus stables et ainsi freiner la compétitivité économique et le dynamisme démographique du Québec.



Alexandra Lareau

Conseillère et économiste,
Marketing, études et stratégie
alexandra.lareau@mallette.ca

Inflation

Inflation canadienne

En janvier 2026, l'inflation canadienne s'est établie à 2,3 %, en léger recul de 0,1 p.p. par rapport à décembre 2025.

À l'échelle provinciale, l'inflation a diminué partout, excepté en Colombie-Britannique, où elle a progressé de 0,3 p.p. par rapport à décembre. Le Manitoba affiche la baisse la plus marquée (-1,1 p.p.), suivi de l'Île-du-Prince-Édouard (-1 p.p.) et de Terre-Neuve-et-Labrador (-0,6 p.p.), tandis que le Québec retrouve le niveau d'inflation le plus élevé au pays.

Malgré ces variations, l'ensemble des provinces se situe désormais dans la cible (1 % à 3 %) de la Banque du Canada, une première depuis septembre 2025.

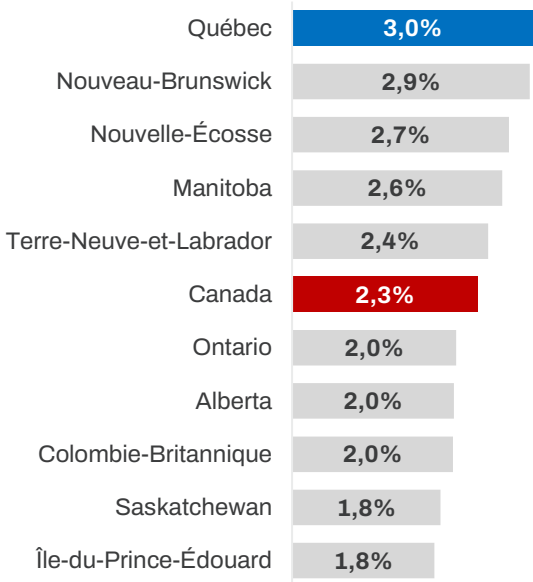
Inflation québécoise

L'inflation au Québec s'est établie à 3,0 % en janvier 2026, représentant une baisse de 0,3 p.p. par rapport au mois précédent.

Par composante, les vêtements et chaussures, les transports ainsi que les loisirs, formation et lecture ont contribué à modérer l'inflation. Plus particulièrement, l'essence, sous-composante des transports, a tiré l'indice des prix vers le bas avec une

Taux d'inflation par province

Inflation annuelle, janvier 2025 à janvier 2026, %

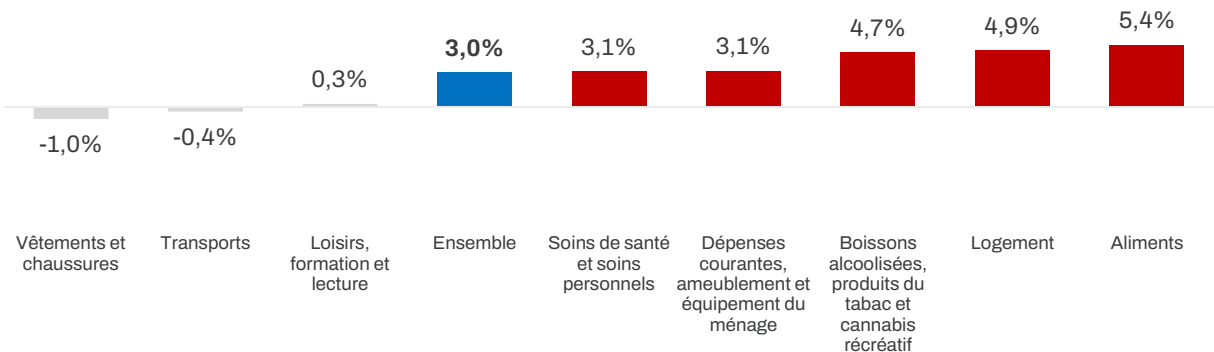


variation annuelle de -10,6 %, soit un recul de 4,5 p.p. sur un mois.

À l'inverse, les aliments, le logement, les boissons, produits du tabac et cannabis, les dépenses courantes et les soins de santé ont exercé une pression à la hausse sur l'indice global, même si la composante logement poursuit sa tendance baissière (-0,4 p.p. par rapport à décembre 2025).

Taux d'inflation au Québec par catégorie de biens et services

Inflation annuelle, janvier 2025 à janvier 2026, %



Taux de chômage

En janvier 2026, le **taux de chômage canadien s'est posé à 6,5 %**, une diminution de 0,3 p.p. par rapport à décembre 2025. Cette progression doit cependant être interprétée avec prudence, alors que le **recul de 0,4 p.p. du taux d'activité au cours de la même période** – attribuable au recul de 1 p.p. observé en Ontario – a contribué à la variation du taux de chômage.

Quant aux perspectives provinciales :

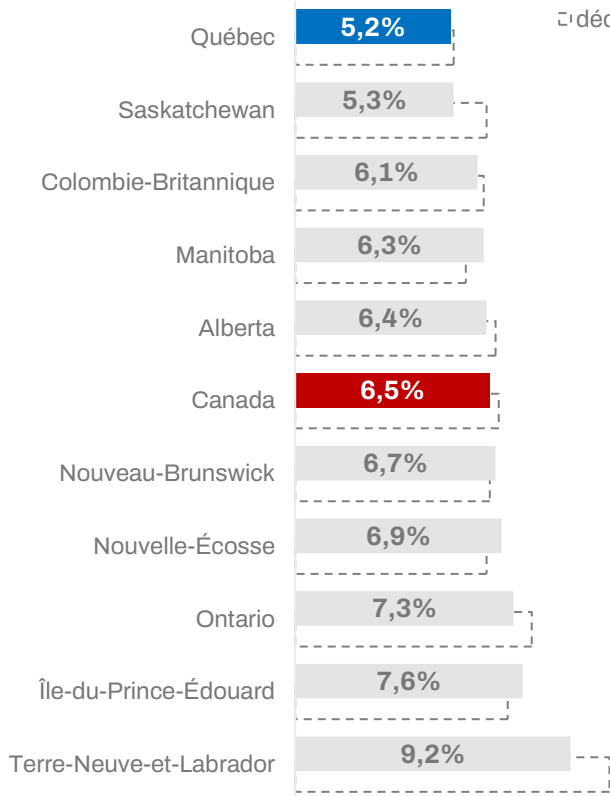
- Le **Québec** maintient son avance en affichant le taux de chômage le plus faible, tout en gardant un taux d'activité inchangé par rapport à décembre
- La **Saskatchewan** a enregistré la plus forte baisse du taux de chômage par rapport à décembre (-1,1 p.p.), même si son taux d'activité a également reculé (-0,2 p.p.).
- **Terre-Neuve-et-Labrador** et l'**Alberta** se distinguent de manière favorable, présentant simultanément une diminution du taux de chômage et le maintien ou l'augmentation de du taux d'activité

Taux de chômage par province

Janvier 2026, %

■ janv-26

▤ déc-25



Marchés boursiers

En janvier 2026, le **marché boursier canadien a reculé, principalement en raison de la baisse des prix des matières premières, un segment auquel le S&P/TSX demeure particulièrement sensible.** Certains secteurs ont toutefois mieux résisté, ce qui a contribué à limiter le repli global.

Après avoir atteint des sommets historiques en 2025 et au tout début de janvier, l'or et l'argent ont subi une correction marquée en fin de mois, avec un repli d'environ 5 % pour l'or et près de 11 % pour l'argent, les

investisseurs prenant des profits face à des perspectives de politique monétaire future plus strictes. Malgré l'ampleur de cette baisse, la tendance haussière observée depuis plus d'un an demeure présente, soutenue par des facteurs structurels tels que l'incertitude mondiale, la faiblesse persistante du dollar américain, l'endettement record des États et les achats continus de métaux précieux par les banques centrales souhaitant réduire leur dépendance au billet vert.

Marchés financiers au 31 décembre 2025

Rendement (%)	AAD	1 an	5 ans	10 ans
ACTIONS				
S&P/TSX	- 0,2 %	23,6 %	16,1 %	12,9 %
S&P 500	1,5 %	16,3 %	15,0 %	15,6 %
NASDAQ 100	1,2 %	19,0 %	14,6 %	19,6 %
MSCI – EAFE	3,9 %	22,7 %	11,6 %	9,1 %
REVENU FIXE				
Indice des obligations universelles FTSE Canada	0,6 %	2,0 %	0,0 %	1,9 %

SOURCE | LSEG, Mallette.

Taux directeur

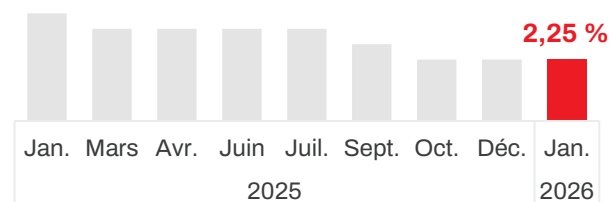
La Banque du Canada a maintenu le **taux directeur inchangé en janvier**, l'inflation évoluant près de sa cible de 2 %. Toutefois, les tensions commerciales et la révision de l'accord de libre-échange (ACÉUM) alimentent l'incertitude pour l'économie canadienne, pouvant limiter la marge de manœuvre de la Banque quant à de futurs ajustements de taux.

Taux de change

En janvier 2026, le dollar canadien s'est légèrement apprécié face au dollar américain, gagnant 0,2 % par rapport à décembre 2025. Cette tendance reflète principalement l'affaiblissement du billet vert, sur lequel les tensions géopolitiques persistantes continuent de peser.

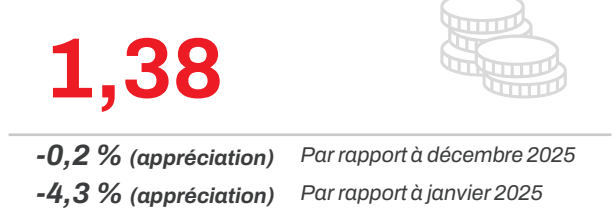
Taux directeur

Depuis 2025



Taux de change CAD/USD

Janvier 2026



SOURCES | Statistique Canada, Institut de la statistique du Québec, Banque du Canada, analyse Mallette.